



Fiscalité européenne

Construire la solidarité européenne

L'harmonisation fiscale pour une politique budgétaire volontaire et en finir avec l'austérité

Les crises climatique, sociale, sanitaire et environnementale auxquelles l'Europe et la France doivent faire face appellent des investissements importants pour enclencher la transition. Ces défis dépassent largement le cadre restreint des frontières nationales, l'Europe est le niveau adéquat d'action pour reprendre en main notre destin.

Pourtant, pendant des décennies, les partisans de l'austérité permanente comme les adversaires de l'Europe nous ont fait croire que les traités européens et les règles budgétaires étaient un carcan qui obligeait les États européens à l'austérité. La crise du Covid a fait voler en éclat ce mythe : face à une crise exceptionnelle, les États européens n'ont pas tardé à se défaire des règles jusqu'ici intangibles du Pacte de stabilité.

L'Union européenne est encore aujourd'hui un nain budgétaire. Alors que le budget fédéral américain représente environ 20% de son PIB, le budget européen stagne autour des 1%. Or, pour avoir un budget européen fort, il est indispensable de s'emparer de la question de la fiscalité. La règle de l'unanimité au Conseil et le manque de volonté politique ont pour l'instant empêché la mise en place d'une véritable politique fiscale commune. En son absence, les États membres se concurrencent entre eux sur le plan fiscal. Plusieurs paradis fiscaux prospèrent au sein même de l'Union européenne, permettant aux plus grandes entreprises et aux grandes fortunes d'éviter l'impôt.

Ce n'est qu'en temps de crise, forcée par l'histoire, que l'Union Européenne redécouvre qu'elle peut être actrice de son destin. En ce sens, le plan de relance pour l'Europe de 2020 va dans la bonne direction. Il crée même pour la première fois une solidarité financière entre les États membres via un endettement commun. Pourtant, la manière est largement dépassée : le bal des chefs d'États pour arriver à un accord fait fi de la participation citoyenne et des principes démocratiques, et la logique reste largement soumise aux principes néo libéraux (comme l'ont démontré les effets des plans de sauvetage de l'Europe face à la crise de la dette de 2010). Et puis, alors que nous avons tant de questions urgentes à régler, doit-on attendre une crise mondiale pour que l'Europe se mette à agir ?

Financer un la transformation écologique et sociale

Afin de faire face aux crises climatique, sociale, sanitaire et environnementale qui frappent l'Europe et la France, **nous proposons la mise en place d'un véritable budget européen ambitieux**, qui permettra de financer la transition écologique et d'investir dans les systèmes sociaux et les services publics, mis à mal par plusieurs années de politiques austéritaires. Dès leur arrivée au pouvoir en France, les écologistes proposeront la mise en place d'un budget européen de transformation écologique et sociale. **Celui-ci aura pour objectif d'augmenter le budget de l'Union européenne à au moins 5% du PIB européen.**

Ce budget doit être alimenté par de nouveaux impôts qui abonderont directement le budget européen, appelés « ressources propres ». La mise en place de ces impôts est indispensable à la fois pour financer la transition juste et pour rétablir un fonctionnement démocratique de l'UE. En effet, aujourd'hui l'Union dépend des contributions de chaque Etat membre, et se contente donc généralement des miettes que les Etats acceptent de laisser : les égoïsmes nationaux empêchent toute création d'un budget européen fort. Créer des ressources propres donnera donc plus de marge de manœuvre aux institutions européennes, et en particulier au Parlement, pour décider de financer les politiques spécifiques de l'UE. Certaines de ces nouvelles ressources propres doivent tout d'abord accompagner la transition écologique, comme par exemple la taxe sur les plastiques à usage unique qui sera mise en application dès 2021, la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières dans un premier temps, une véritable taxe carbone européenne à moyen terme. D'autres doivent viser à une fiscalité plus juste, visant notamment ceux qui échappent à l'impôt aujourd'hui, avec la mise en place d'une taxe européenne sur les géants du numérique (dite taxe GAFAM), d'une nécessaire assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACCIS aujourd'hui repoussée à 2026), et d'une taxe sur les transactions financières.

Dans le cadre de la mise en place d'une politique fiscale commune, un taux minimal d'imposition sur le bénéfice des entreprises devra être mis en place et une part de cette imposition sur les entreprises servira à alimenter le budget européen.

Les écologistes défendent une Union européenne solidaire sur le plan budgétaire. Elle ne doit plus traiter ses membres de mauvais élèves à l'aune des dogmes du FMI, mais doit se donner les moyens de les aider sur le long terme. **Une réforme complète du semestre budgétaire européen doit être mise en place pour que les États membres n'aient plus à sacrifier leur système de protection sociale pour rentrer dans les règles.** L'Union européenne doit remédier à ses déséquilibres internes : une meilleure répartition de la prospérité est fondamentale pour une intégration harmonieuse des peuples et des espaces européens.

L'évolution budgétaire de l'Union européenne doit s'accompagner d'un choc de démocratie européen (voir note sur les institutions européennes). Le Parlement européen doit voir son rôle renforcé face au Conseil qui représente les Etats membres. Trop de décisions sont prises en huis clos, entre chefs d'États et de gouvernements. Nous défendons le fait que le Parlement adopte seul la part du budget européen qui repose sur des ressources propres.

Si les écologistes échouent à mettre en place au niveau européen ce budget européen de transformation écologique et sociale, nous mettrons en place, au niveau national, ce plan hautement nécessaire. Nous assumerons alors le fait de désobéir aux règles budgétaires, sans pour autant que cela ne remette en cause notre participation à l'Union européenne et à la zone euro.

Les propositions

Un budget européen de transformation écologique et sociale.

Dès leur arrivée au gouvernement, les écologistes défendront la mise en place d'un budget européen de transformation écologique et sociale, correspondant au minimum à 5% du PIB européen sur 7 ans. Ce budget, financé par de nouvelles ressources propres, permettra de financer des investissements dans la transition énergétique (rénovation thermique des bâtiments, énergie renouvelable, transports publics...) et dans les infrastructures sociales (écoles, universités, hôpitaux...). Ce budget, pour ce qui a trait aux investissements dans la transition écologique, sera aussi financé par des emprunts européens. Nous proposerons aussi le verdissement de la banque européenne d'investissement pour en faire une banque européenne du climat qui aura possibilité de se financer auprès de la BCE.

Si les écologistes ne parviennent pas à mettre en place au niveau européen ce budget nécessaire pour faire face aux crises climatique, sociale et environnementale, nous assumerons alors de désobéir aux règles budgétaires en vertu d'un enjeu plus grand : la nécessité de financer la transition écologique et sociale. Cette désobéissance civile se fera de manière coordonnée avec d'autres États-Membres volontaires pour lancer un tel plan au niveau national, afin d'être le plus efficace possible et de montrer que ce n'est pas une action contre l'Europe.

Vers une politique fiscale commune

Les écologistes défendent la mise en place d'une politique fiscale commune dans l'Union européenne. D'un point de vue institutionnel, il sera nécessaire de mettre fin à la règle de l'unanimité en matière fiscale. Cette politique fiscale commune vise à mettre fin à la situation de concurrence fiscale entre les États européens et à l'existence de paradis fiscaux au sein même de l'Union européenne. Nous défendons par exemple la mise en place d'un taux minimal d'imposition sur le bénéfice des sociétés et la mise en place, au niveau européen de plusieurs ressources propres.